

*Article 31 du Règlement*

Je prie le ministre de l'Immigration de communiquer avec ses homologues provinciaux et de tenter de mettre un peu d'ordre dans ce chaos.

\* \* \*

**LA BIRMANIE**

**M. Dan Heap (Trinity—Spadina):** Monsieur le Président, aujourd'hui, une manifestation des amis canadiens de la Birmanie a souligné le premier anniversaire de l'élection dans ce pays de 457 représentants d'un parti d'opposition, soit plus de 80 p. 100 de l'ensemble des sièges du Parlement.

Selon Amnistie internationale et le département d'État américain, cette étonnante victoire démocratique a été contrée par les partisans militaires de l'ancienne dictature.

Les militaires ont refusé à ces membres de l'opposition tout accès à leur siège au Parlement. Plus de 70 d'entre eux sont allés rejoindre en prison des centaines de chefs de partis de l'opposition.

Le Canada continue néanmoins de reconnaître ce régime militaire illégal et violent. Petro-Canada, dont le gouvernement du Canada est l'unique actionnaire, a un contrat d'extraction du pétrole en Birmanie, au profit de l'armée de ce pays.

Je prie instamment notre gouvernement de condamner publiquement cette attaque militaire du gouvernement parlementaire de Birmanie, de reconnaître le gouvernement légitimement élu, de priver cette dictature militaire de sa reconnaissance et d'amener Petro-Canada à briser son contrat avec cette dictature.

\* \* \*

• (1410)

[Français]

**LA SOCIÉTÉ RADIO-NORD INC.**

**M. Guy Saint-Julien (Abitibi):** Monsieur le Président, la société Radio-Nord en Abitibi—Témiscamingue met en place un projet de restructuration du réseau de radio MA et du service de l'information.

La population de la grande région de l'Abitibi—Témiscamingue va perdre les bulletins de nouvelles de la télévision durant la période estivale.

La société Radio-Nord ne veut pas mettre en place la proposition de redéploiement du temps partagé à l'ensemble du personnel. Le syndicat était prêt à faire des concessions de l'ordre de 20 p. 100 à l'ensemble des employés.

Monsieur le Président, la région de l'Abitibi—Témiscamingue perd un droit de parole à la télévision et au réseau de la radio MA de Radio-Nord Inc.

\* \* \*

[Traduction]

**L'ÉNERGIE**

**L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport):** Monsieur le Président, la semaine dernière, l'Office national de l'énergie a décidé d'accéder à la demande d'exportation d'électricité d'Hydro-Ontario pour trois ans au lieu de quinze, ce dont il y a lieu de se réjouir. La société Hydro-Ontario ne pouvait en effet préciser à l'office comment l'énergie serait produite ni quelles en seraient les répercussions sur l'environnement.

L'Office national de l'énergie a pris la bonne décision. Si notre économie dépend de plus en plus des exportations d'électricité, le Canada continuera de détériorer, voire de détruire son environnement pour satisfaire aux besoins insatiables de ses voisins énergivores du Sud.

Nous devrions plutôt appuyer les Américains qui partagent une optique d'autosuffisance énergétique par des mesures de conservation, d'efficacité et d'exploitation de ressources renouvelables comme la biomasse. Nous devrions suivre leur exemple au Canada.

\* \* \*

**LE BUDGET DE L'ONTARIO**

**M. Greg Thompson (Carleton—Charlotte):** Monsieur le Président, alors que la plupart des provinces s'efforcent de limiter leurs dépenses et de réduire le fardeau fiscal des contribuables, le gouvernement néo-démocrate de l'Ontario a décidé de dépenser 9,9 milliards de dollars qu'il n'a pas pour stimuler artificiellement la croissance économique.

Après de longs mois de gestion financière prudente pour lutter contre l'inflation, les taux d'intérêt commencent à baisser, et de nombreux économistes prévoient que la reprise débutera durant le deuxième semestre de l'année.

Alors que la plupart des provinces s'efforcent de limiter leurs dépenses et de réduire le fardeau des contribuables, pareil budget menace de provoquer une nouvelle hausse des taux d'intérêt. Les Ontariens ne seront pas les seuls à faire les frais de ces dépenses extravagantes; si l'économie connaît une croissance trop rapide, les pressions inflationnistes et les taux d'intérêt élevés se manifesteront à nouveau et étoufferont la croissance dans des provinces comme le Nouveau-Brunswick, où l'économie n'est pas aussi forte ni aussi diversifiée.